

Communiqué de presse

Les Ingénieurs de l'Industrie et de Mines dénoncent les menaces que présente la réforme de l'État pour le développement économique et la prévention des risques

Le jour anniversaire de l'accident d'AZF, les ingénieurs de l'industrie et des mines, chargés du contrôle des sites présentant des risques industriels, seront massivement en grève pour attirer l'attention sur les conséquences prévisibles de la réforme de l'État en cours et la casse du service public.

À l'heure où le gouvernement dit vouloir dynamiser l'économie française, la réforme en cours va paradoxalement affaiblir la présence de l'État au plus près des entreprises.

À l'heure où la sécurité de l'industrie française (yc nucléaire) demeure une préoccupation majeure de nos concitoyens, la réforme en cours va affaiblir le contrôle de l'industrie.

L'État doit porter une politique économique et industrielle forte, structurée et assumée. Elle doit s'articuler autour d'une politique nationale unique de filières, dont les services déconcentrés de l'État doivent être le bras armé. Si des évolutions ou priorisations des missions de développement économique peuvent être envisagées, **le maintien de seulement 120 agents¹ dans les services déconcentrés ne peut conduire qu'à un échec.**

L'inspection des installations classées doit rester le **garant d'un contrôle indépendant et de qualité**, uniforme sur le territoire national, **dans le respect de l'équité de traitement entre les industriels**. L'affaiblissement de la chaîne de commandement de l'inspection des installations classées ne peut qu'inéluctablement **diminuer le niveau de protection des populations vis-à-vis des risques industriels, notamment des sites Seveso.**

Lourdement impactés par les réformes de l'État successives, les ingénieurs de l'industrie et des mines se mobilisent pour dénoncer les nouvelles menaces qui pèsent sur leurs missions. **Un appel à la grève le 21 septembre 2018, jour anniversaire de la catastrophe AZF, est symbolique et marque le début d'une campagne de mobilisation, dont les actions pourront prendre d'autres formes.** Les IIM déplorent la fragilisation de l'approche intégrée entre l'économie, les risques industriels l'énergie, et le numérique.

*Les ingénieurs de l'industrie et des mines (IIM) constituent un corps d'environ 1900 ingénieurs exerçant, sous la gestion du Ministère de l'Économie et des Finances (MEF), différentes missions régaliennes (à l'Autorité de Sûreté Nucléaire ou au Ministère de la Transition Écologique et Solidaire et dans ses services déconcentrés) ou d'animation (au MEF et dans ses services déconcentrés). Ils contribuent historiquement à la **prévention des risques anthropiques, à la sûreté nucléaire et au développement économique** et sont reconnus pour porter l'approche intégrée de l'industrie. Le Syndicat National des Ingénieurs de l'Industrie et des Mines (SNIIM) est le seul syndicat représentatif du Corps des IIM avec près de 93 % des voix lors des dernières élections syndicales.*

Contacts :

- **Patrice Liogier – Secrétaire général - 0662834652**